

**ENTENDRE LES SURVIVANTS : VERS UNE ENQUÊTE NATIONALE SUR LES MAUVAIS
TRAITEMENTS DANS LE SPORT**

Mémoire présenté
au Comité permanent de la condition féminine
et
au Comité permanent du patrimoine canadien
de la Chambre des Communes
Parlement du Canada

Par Scholars Against Abuse in Canadian Sport
Le 9 mars 2023

Rédaction :

MacIntosh Ross, Ph. D. Université Western Kinésiologie	Ornella Nzindukiyimana, Ph. D. Université St. Francis Xavier Sciences de l'activité physique	Simon Barrick, Ph. D. Université Cape Breton Études expérientielles
Estee Fresco, Ph. D. Université York Communication et études des médias	Whitney Bragagnolo, M.A. (candidat) Chercheuse doctorante, Université Charles Éthique sportive et gouvernance	Margery Holman, Ph. D. Université de Windsor Sciences de l'activité physique
P. David Howe, Ph. D. Université Western Kinésiologie	Fiona McQuarrie, Ph. D. Université Fraser Valley Administration des affaires	Kristi Allain, Ph. D. Université St. Thomas Sociologie
Teresa Anne Fowler, Ph. D. Université Concordia d'Edmonton Éducation	Shannon Giannitsopoulou, EdD (candidat) Université de Toronto Éducation	Victoria Paraschak, Ph. D. Université de Windsor Sciences de l'activité physique

Aperçu des recommandations :

1.	Lancer immédiatement une enquête nationale indépendante qui tiendra compte des traumatismes qui se déroulera sous la direction de survivants et qui mettra en lumière la maltraitance infligée dans le sport canadien.
2.	Dans le cadre d'une enquête, mener une recherche nationale axée sur l'intersectionnalité des expériences sportives.
3.	Dans le cadre d'une enquête, élaborer un plan de mise en œuvre, en consultation avec le Cercle sportif autochtone et les organismes provinciaux et territoriaux de sport autochtone, dans le cadre des appels à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation dans le domaine du sport.
4.	Dans le cadre d'une enquête, réaliser des vérifications de la gouvernance du Comité olympique canadien, d'À nous le podium, de Sport Canada et des organismes nationaux de sport, en liant le financement fédéral au respect des règles.
5.	Dans le cadre d'une enquête, réaliser des vérifications de la gouvernance des organisations sportives provinciales, en liant le financement provincial au respect des règles.
6.	Dans le cadre d'une enquête, exiger des vérifications de la gouvernance pour toutes les entités sportives à but lucratif qui souhaitent exercer leurs activités dans le domaine du sport sécuritaire.

Le mouvement Scholars Against Abuse in Canadian Sport (SAACS) a été créé le 23 janvier 2023 pour faire entendre les voix des personnes ayant survécu à de mauvais traitements dans le sport et les amplifier. Il s'agit d'une approche de la défense des droits fondée sur la recherche, qui reconnaît que

« les praticiens et les chercheurs devraient continuellement évaluer et renforcer la capacité de collaboration, en donnant aux communautés les moyens de relever de nouveaux défis en développant de nouvelles compétences, en établissant de nouvelles relations et en élaborant de nouvelles solutions¹ » [TRADUCTION].

Dans ce contexte, nous travaillons en étroite collaboration avec des groupes de défense des droits des survivants et des particuliers, et nous les écoutons, avant de parvenir aux conclusions décrites dans le présent document. Nous représentons également la majorité des universitaires qui travaillent actuellement à la résolution des problèmes de maltraitance dans le sport. Le Comité permanent de la condition féminine (FEWO) et le Comité permanent du patrimoine canadien (CHPC) ont déjà reçu un mémoire d'un petit groupe d'universitaires représentant un seul département d'une seule université², et nous espérons que notre coalition beaucoup plus large d'universitaires de plus de cinquante universités, englobant le droit, la psychologie, la physiothérapie, la sociologie, la kinésiologie, la médecine, l'éducation, et plus encore, pourra fournir une perspective différente : une perspective intersectionnelle, qui tient compte des traumatismes de la crise des abus qui sévit actuellement au sein de notre système sportif.

Les survivants de mauvais traitements réclament haut et fort une enquête nationale. Devant les comités FEWO et CHPC, de nombreux athlètes ont parlé de leurs traumatismes et demandé une

enquête nationale, en évoquant un système sportif défaillant dans lequel des administrateurs n'ayant pas de comptes à rendre prospèrent systématiquement, tandis que les athlètes souffrent. Les efforts de Sport Canada ont échoué. Les mesures de responsabilisation destinées à protéger les athlètes ont été ignorées. Le lien de confiance est rompu, à tous les niveaux. Ce système, ainsi que les administrateurs, les politiciens et les universitaires complices qui en bénéficient, ne peut pas se réparer tout seul. Le Bureau du commissaire à l'intégrité dans le sport (BCIS), qui a été créé récemment, apporte une contribution importante au système sportif en prévoyant un mécanisme de signalement à l'échelle nationale, mais il n'a pas la compétence, les pouvoirs ou l'appui nécessaires pour mener une réforme à grande échelle, de la base au sport d'élite. Mais surtout, en tant qu'organisation sous l'égide de Sport Canada, le BCIS n'a pas la confiance de nombreux survivants. Il est temps de reconnaître l'état inacceptable du système sportif canadien.

Nous demandons instamment au gouvernement canadien de lancer une enquête nationale indépendante afin de déterminer l'ampleur des abus dans le système sportif du pays, de la base au niveau national, et nous offrons des recommandations de changement. Un grand nombre d'études reconnaissent les mauvais traitements physiques, psychologiques et sexuels, ainsi que la négligence, comme des catégories de maltraitance dans le sport³. Nous recommandons qu'une enquête examine les quatre catégories de maltraitance. Cette recommandation est conforme aux souhaits de nombreux survivants. Par exemple, la joueuse de soccer professionnelle Ciara McCormack a déclaré au comité FEWO que

« [s]eule une vaste enquête judiciaire sur les abus dans le sport canadien jettera l'éclairage nécessaire sur les torts causés par le passé, tout en rétablissant la confiance pour un avenir meilleur⁴. »

Pour sa part, le gymnaste Ryan Sheehan, qui a témoigné devant le comité CHPC, a imploré le gouvernement d'ordonner une

« enquête nationale pour contraindre certaines personnes à témoigner et ainsi éclaircir les liens complexes entre le financement, les conflits d'intérêts et la corruption⁵. »

Devant le comité FEWO, la boxeuse Myriam Da Silva Rondeau a tenu à préciser que

« sans enquête judiciaire par une tierce partie pour tenir responsables les gens qui perpétuent les abus et la culture actuelle du sport au Canada, aucune reconstruction ne peut avoir lieu⁶. »

Des centaines d'autres athlètes qui se lèvent pour exiger de la transparence et une responsabilisation par l'intermédiaire d'organisations telles que Gymnasts for Change, Fencing for Change et Figure Skating for Change, se font l'écho de ces appels. Dans ce dossier, nous exposons les raisons pour lesquelles nous soutenons sans réserve les appels de ces survivants en faveur d'une enquête nationale. Nous décrivons également quelques méthodes possibles, et nous expliquons comment une enquête solide se déroulerait en attirant l'attention sur les arguments scientifiques importants avancés par la communauté universitaire.

Une enquête qui tient compte des traumatismes, et qui est dirigée par les survivants

Une enquête publique est le mécanisme le plus efficace pour attirer l'attention du pays sur une question unique, et importante⁷. Le chemin à suivre pour obtenir une enquête est assez simple. Comme cela est expliqué dans la partie I de la *Loi sur les enquêtes*, « [l]e gouverneur en conseil peut, s'il l'estime utile, faire procéder à une enquête sur toute question touchant le bon gouvernement du Canada ou la gestion des affaires publiques⁸. » Bien que les responsables des enquêtes émettent des recommandations et non des sanctions, ces procédures peuvent néanmoins « obliger les personnes, et surtout les organisations et la société, à rendre des comptes d'une manière qui n'est pas possible pour les tribunaux, les administrateurs et les assemblées législatives⁹ » [TRADUCTION].

Le gouvernement du Canada a organisé des enquêtes publiques afin d'examiner un large éventail de questions d'importance nationale. Notons, récemment, la Commission fédérale-provinciale sur les pertes massives d'avril 2020 en Nouvelle-Écosse, qui a délibérément utilisé une méthodologie qui tient davantage compte des traumatismes que les enquêtes précédentes. La commission visait à « ten[ir] compte des traumatismes subis [en] restant attentifs aux besoins et aux répercussions sur la vie des personnes les plus directement touchées et lésées¹⁰ ». Une enquête sur la maltraitance dans le sport canadien doit suivre la même méthodologie. Selon un document publié en 2018 par l'Agence de la santé publique du Canada, les approches tenant compte des traumatismes « sont favorables à la sécurité, au contrôle et à la résilience pour les personnes à la recherche de services liés à des expériences de violence ou qui ont des antécédents de telles expériences¹¹ ». L'objectif des approches qui tiennent compte des traumatismes ne consiste pas à traiter les traumatismes, mais plutôt à « mettre [...] l'accent sur la réduction des risques de préjudice et de retraumatisation ainsi que sur la sécurité, du contrôle et de la résilience de la clientèle des différents systèmes ou programmes¹². » Jennifer McMahon et ses collègues ont étudié des initiatives qui sont dirigées par des survivants et qui tiennent compte des traumatismes à une plus petite échelle, mais leurs conclusions n'en sont pas moins cruciales pour une intervention d'envergure nationale. Comme ils l'expliquent, nous ne devons pas nous arrêter à la mise en œuvre, car ces pratiques dirigées par les survivants et qui tiennent compte des traumatismes nécessitent « une évaluation continue pour s'assurer qu'elles sont actuelles, appropriées, efficaces et qu'elles ne causent pas de préjudice¹³ » [TRADUCTION].

La Commission Dubin de 1989 sur le dopage dans le sport canadien a coûté environ 7,5 millions de dollars. Par rapport aux millions qui sont continuellement injectés dans le sport de haut niveau, le montant de 7,5 millions de dollars représente le strict minimum qui devrait être consacré à une enquête sur la maltraitance infligée dans le système sportif canadien. Grâce à ces fonds, M. Dubin a mené une enquête approfondie, qui lui a permis de recueillir 26 mémoires publics, 295 éléments de preuve, et les témoignages de 119 personnes¹⁴. Compte tenu de l'ampleur et du caractère sensible d'une enquête sur la maltraitance dans le sport canadien, les gouvernements fédéral et provinciaux doivent s'attendre à ce que les travaux coûtent plus cher que la Commission Dubin, mais, comme toujours, ils peuvent fixer des limites claires au financement disponible.

Au cours des derniers mois, les survivants du sport ont clairement fait comprendre aux législateurs le problème des mauvais traitements dans le sport. Les activités de défense des droits de la SAACS visent principalement à faire entendre les voix des personnes ayant survécu à de mauvais

traitements et les amplifier. Ainsi, avant de présenter certaines des études sur les mauvais traitements dans le système sportif canadien, il est essentiel de reconnaître les voix des athlètes qui se sont exprimés devant le comité CHPC et/ou devant le comité FEWO.

La recherche de l'excellence à tout prix a conduit le système sportif canadien en eaux troubles. Au cours des derniers mois, les Canadiens ont entendu parler, l'un après l'autre, d'administrateurs sportifs qui n'ont pas été à la hauteur d'athlètes. Dans le domaine de la gymnastique, le survivant Ryan Sheehan a témoigné devant le comité CHPC, en expliquant comment la professeure Gretchen Kerr, alors agente de bien-être de Gymnastique Canada, n'avait imposé aucune sanction ni mesure disciplinaire à l'encontre d'un agresseur sexuel présumé actif au sein de l'organisation, malgré les plaintes de M. Sheehan et de quatre autres personnes. Frustré, M. Sheehan s'est tourné vers les médias sociaux pour demander que les responsables répondent de leurs actes. Après qu'il se soit manifesté publiquement, M^{me} Kerr lui aurait dit que s'il faisait « attention » à ce qu'il mettait en ligne, elle veillerait à ce qu'il y ait un résultat dont elle et lui seraient satisfaits. En outre, M. Sheehan a affirmé que M^{me} Kerr avait déclaré qu'il n'avait « jamais déposé de plainte officielle », et qu'il n'avait donc « aucune raison d'être contrarié¹⁵. » Soucieux de protéger les athlètes et de résister au statu quo toxique, M. Sheehan est devenu cofondateur de Gymnasts for Change Canada.

Au vu du témoignage du directeur général de Gymnastique Canada, Ian Moss, il est clair pour le comité FEWO que le comportement de M^{me} Kerr à l'égard de M. Sheehan n'est pas un incident isolé. Il s'agit plutôt d'une culture plus large du silence, de la coercition et de détournement cognitif au sein de Gymnastique Canada. Lorsque la députée Anna Roberts a interrogé M. Moss sur son inaction devant les plaintes déposées contre l'entraîneur Alex Bard, aujourd'hui en disgrâce, il a fourni plusieurs réponses insatisfaisantes, la plus troublante étant que « [d]es allégations ne sont pas des faits¹⁶. » Bien que cela soit techniquement vrai, les fausses allégations d'inconduite sexuelle sont extrêmement rares¹⁷. Une enquête nationale permettrait de déterminer et de traiter ces allégations de manière systématique, et renforcerait probablement la crédibilité des témoignages des survivants. La réponse de M. Moss indique une volonté toxique de rejeter les plaintes des athlètes pour protéger un entraîneur d'élite, ce qui illustre un manque évident de responsabilisation envers les personnes les plus vulnérables au sein de son organisation. En effet, la gymnastique de niveau national n'est en aucun cas limitée aux compétiteurs adultes. Des athlètes âgés de 15 ans seulement participent actuellement au programme national junior. Cependant, lorsque Gymnastique Canada a finalement renvoyé M. Bard, il n'y a eu aucune allusion aux allégations qui ont déclenché le renvoi. Au lieu de cela, le site Web de l'organisation indiquait (et indique toujours) que M. Bard est parti pour des « raisons personnelles », notant que l'entraîneur a aidé l'équipe nationale féminine de gymnastique artistique à « atteindre sa meilleure performance à vie aux Championnats du monde 2018¹⁸. »

Kim Shore, gymnaste à la retraite, a raconté le dénigrement de l'apparence, l'intimidation et les abus sexuels qu'elle a subis en tant que gymnaste. M^{me} Shore s'est exprimée ainsi : « N'y avait-il que moi qui me faisais embrasser de force par un entraîneur marié, qui ratais des séances d'entraînement pour l'éviter, qui ai subi deux crises épileptiques après un accident d'entraînement qui n'a fait l'objet d'aucune attention médicale, et qui me suis fait offrir une bourse complète dans une école de premier rang de la National Collegiate Athletic Association, que j'ai finalement refusée afin d'échapper à cet entraîneur prédateur qui, plus tard, a été banni à vie¹⁹? » Il est clair que la

transparence demeure un problème constant chez Gymnastique Canada. L'un des membres du conseil d'administration, Claude Aubertin, avait déjà été condamné pour prostitution enfantine. En 2016, il a été arrêté pour « possession, distribution et consommation de matériel pédopornographique²⁰ » [TRADUCTION]. En 2018, M^{me} Shore a rejoint le conseil d'administration de Gymnastique Canada dans l'espoir d'instaurer un changement, mais il y avait peu de volonté d'amélioration. Il y a également eu peu de transparence, des mesures disciplinaires incohérentes, de la manipulation, et de la négligence. Mais pas de changement. « Je me demande encore combien de plaintes sont nécessaires pour justifier une enquête sur la sécurité dans le sport. Quel est le prix de la sécurité des enfants²¹? » a déclaré M^{me} Shore au comité CHPC. M^{me} Shore est une cofondatrice de Gymnasts for Change Canada.

En 2008, la joueuse de football professionnelle Ciara McCormack et plusieurs de ses coéquipières ont régulièrement dénoncé le comportement sexuel répréhensible de l'entraîneur Bob Birarda, ce qui a conduit à son licenciement par les Whitecaps de Vancouver et par l'équipe nationale des moins de 20 ans du Canada. Cependant, les Whitecaps et Canada Soccer ont occulté les raisons du renvoi de M. Birarda, en laissant entendre qu'il s'agissait d'une séparation d'un commun accord plutôt que de l'élimination d'un entraîneur abusif. En conséquence, M. Birarda est resté actif dans le domaine du soccer pendant une autre décennie. Enfin, en 2019, la justice a reconnu M. Birarda coupable d'agression sexuelle. De nombreux administrateurs ont contribué à étouffer l'affaire, mais peu d'entre eux ont subi de véritables conséquences pour leurs actes²². Plusieurs poursuivent de belles carrières. Victor Montagliani, président de Soccer Canada de 2012 à 2017, est aujourd'hui président de la Confederation of North, Central American and Caribbean Association Football (CONCACAF) et vice-président de la Fédération Internationale de Football Association (FIFA). Nick Bontis, alors membre du conseil d'administration, est devenu président de Canada Soccer de 2020 à 2023, avant de rejoindre M. Montagliani en tant que vice-président de la CONCACAF. Charmaine Crooks, l'actuelle présidente, siégeait également au conseil d'administration lorsque les athlètes plaidaient pour que M. Birarda fasse l'objet de mesures disciplinaires. Les athlètes souffraient, mais les administrateurs de Canada Soccer ont failli à la tâche, et continuent de le faire.

Le 5 décembre 2022, la cycliste Geneviève Jeanson a témoigné devant le comité FEWO des mauvais traitements choquants qu'elle a subis de la part de son entraîneur. Alors qu'elle n'avait que 15 ans, l'entraîneur de M^{me} Jeanson lui a dit : « Je suis amoureux de toi. Si tu me quittes, je te tue et ensuite je me suicide. » Il l'a également agressée verbalement et physiquement. Afin d'échapper à la violence, elle a fait en sorte de recevoir un résultat positif à un test de dépistage de substances améliorant les performances. « En 2015, j'étais en bonne voie de guérison et je me suis enfin sentie prête à parler de la violence que j'avais vécue et de la façon dont on m'avait forcée à prendre des drogues pour améliorer ma performance, mais je n'étais pas encore prête à parler des agressions sexuelles. Pour moi, c'était encore trop sale et trop honteux. » M^{me} Jeanson a demandé au Comité de favoriser la formation des athlètes en matière de maltraitance. Elle a également proposé « un système d'accueil et de traitement des plaintes qui soit totalement indépendant des fédérations et qui ne soit pas réservé à nos athlètes d'élite. » Enfin, M^{me} Jeanson a demandé au Comité d'apporter des changements dans les priorités sportives du pays, afin que le système accorde la même importance au « bien-être de nos athlètes qu'à leur performance ». Elle a également demandé l'ouverture d'une enquête nationale²³.

La skieuse olympique Allison Forsyth a déclaré au comité FEWO que « [l]es répercussions de mon expérience de violence sexuelle ne se résument pas en quelques minutes. La manipulation extrême, les agressions sexuelles épouvantables, la coercition mentale et la violence psychologique sont quelques-unes des énormes séquelles physiques et mentales que je subis encore chaque jour. » M^{me} Forsyth a demandé au gouvernement du Canada d'investir pour changer la culture du sport au Canada, de sanctionner les contrevenants, et de renforcer la prévention et l'éducation en matière de maltraitance. En conclusion, M^{me} Forsyth a montré de l'espoir pour l'avenir. « Je crois sincèrement que le sport peut encore être un endroit magnifique pour élever mes enfants », a déclaré M^{me} Forsyth. « Je n'abandonnerai pas cette réalité, et je vous demande de faire de même²⁴. »

L'escrimeuse Emily Mason a parlé au comité CHPC de l'entraîneur Kyle Foster, qui continue à travailler dans le sport malgré les nombreuses plaintes pour maltraitance, y compris des infractions sexuelles, déposées contre lui. Bien que les gestes de M. Foster soient connus, de nombreuses autres plaintes ne sont pas signalées par des athlètes qui craignent des représailles. Pour susciter le changement et le maintenir, « il faut avant tout comprendre le problème dans toutes ses dimensions », a déclaré M^{me} Mason au Comité. « C'est pourquoi il est impératif de tenir une enquête publique sur la culture du sport au Canada. Nous sommes conscients qu'une enquête ne suffira pas pour régler tous les problèmes qu'elle mettra en lumière, mais elle nous orientera vers l'établissement d'un cadre rigoureux pour bâtir un avenir favorable²⁵. »

Après le conflit de travail très médiatisé entre Canada Soccer et l'équipe nationale féminine, au cours duquel l'organe directeur a ordonné aux athlètes de retourner au travail sous la menace d'une action en justice, plusieurs membres de l'équipe (Christine Sinclair, Quinn, Janine Beckie et Sophie Schmidt) ont comparu devant le comité CHPC pour témoigner du manque d'équité et de transparence dans le sport. Quinn a déclaré que, en dépit des succès remportés sur le terrain, y compris l'or olympique, l'équipe féminine doit encore « [se] battre pour améliorer [ses] conditions de jeu, le traitement [qu'elle] re[çoit] et [sa] rémunération²⁶. » La capitaine Christine Sinclair a expliqué que « tandis que la popularité et la croissance du jeu de l'équipe féminine captivent le monde, notre lutte la plus difficile se tient contre notre propre fédération, alors que nous tentons d'obtenir un soutien et une rémunération justes et équitables. » Après que M^{me} Sinclair a rencontré le président de Canada Soccer, Nick Bontis, pour discuter de la rémunération, ce dernier a déclaré : « De quoi Christine se plaignait-elle? », ce qui illustre un manque de professionnalisme, de leadership et d'empathie qui n'est pas l'apanage de M. Bontis, mais qui est typique de la façon dont agissent de nombreux représentants de Canada Soccer²⁷. Sophie Schmidt, consternée, a déclaré que « [l]e Canada a maintenant l'occasion de montrer la voie, mais pour cela, il faut le bon leadership et des changements importants²⁸. » En revenant sur l'accord commercial controversé conclu avec Canada Soccer, Janine Beckie a déclaré au comité CHPC : « Imaginez le choc que nous avons ressenti lorsque nous avons appris, l'année dernière, que Canada Soccer ne bénéficierait d'aucun avantage financier associé à cet engouement et à cette mobilisation, que l'organisation avait cédé les droits à un tiers qui gère et finance une ligue masculine nationale, et que notre succès était le moteur qui propulsait une organisation qui ne fait pas la promotion du soccer féminin au pays²⁹. » M^{mes} Sinclair, Beckie, Schmidt et Quinn ont souligné le besoin de transparence à

Canada Soccer. Quinn a préconisé une plus grande sensibilisation à la maltraitance, de la base à l'élite, ainsi qu'une enquête nationale.

Devant le comité FEWO, Andrea Neil, membre de l'équipe nationale de soccer à la retraite et intronisée au Panthéon des sports canadiens, a également mis l'accent sur la lutte continue pour l'équité dans le sport, en soulignant certaines des difficultés auxquelles les athlètes avaient dû faire face au cours de sa carrière. Les tentatives pour étouffer l'affaire de M. Birarda ont de nouveau été au centre de l'attention.

« Pendant 15 ans, je me suis tenue aux côtés d'un petit groupe de femmes qui risquaient leur santé financière, physique, mentale et psychologique pour que l'ancien entraîneur de l'équipe nationale Bob Birarda soit traduit en justice pour les agressions sexuelles et psychologiques qu'il a fait subir à des joueuses », a expliqué M^{me} Neil. « On n'a pas pu compter sur Canada Soccer. Notre fédération nationale s'est montrée totalement incapable de nous protéger. Ces femmes ont été ignorées et dépréciées en tant qu'êtres humains par ceux-là mêmes qui devaient veiller sur leur sécurité³⁰. »

M^{me} Neil a également comparu devant le comité CHPC en déclarant : « Jusqu'à maintenant, quiconque osait réclamer des comptes ou une saine gouvernance à la Fédération s'est fait montrer la porte ou a été réduit au silence au moyen d'accords de non-divulgence ou d'autres instruments du genre. Cette culture toxique et autoritaire doit disparaître, et une réforme de fond en comble s'impose, notamment pour améliorer la représentativité et la surveillance³¹. »

La boxeuse Myriam Da Silva Rondeau a parlé au comité FEWO du manque de responsabilité et du traumatisme de la centralisation à Boxe Canada. « Après deux ans à temps plein dans le processus de centralisation, l'épuisement psychologique s'est fait sentir et je n'étais plus capable de me protéger moi-même », a expliqué M^{me} Da Silva Rondeau. « On m'a obligée à livrer des combats dits "tests" contre une partenaire beaucoup plus lourde et plus grande que moi, et ce, à plusieurs reprises. J'ai communiqué et verbalisé mes préoccupations, mais rien n'a été fait. » Lors des Jeux olympiques de Tokyo, elle a connu un épisode de dissociation. M^{me} Da Silva Rondeau a déclaré qu'elle n'avait « aucun souvenir de l'expérience qui est censée être la plus mémorable ». Elle a demandé l'ouverture d'une enquête nationale³².

Les athlètes demandent également la tenue d'une enquête qui ne se limitera pas aux comités CHPC et FEWO. La boxeuse Kaitlyn Clark a fait état de « brimades, de manipulation psychologique et de mauvais traitements psychologiques » de la part de son entraîneur à Boxing Ontario, ce qui a entraîné « des troubles alimentaires, des idées suicidaires et la suspension, pour une durée indéterminée, de sa carrière de boxeuse sur la piste olympique³³ » [TRADUCTION]. Plus récemment, Figure Skating for Change a publié une lettre ouverte adressée à la ministre des Sports et à la présidente de Patinage Canada concernant les mauvais traitements infligés au « Champs International Skating Centre of British Columbia (CISC), anciennement connu sous le nom de BC Centre of Excellence », faisant état de « mauvais traitements physiques, verbaux et émotionnels à l'encontre de jeunes athlètes au cours des quinze dernières années³⁴ » [TRADUCTION]. L'organisme a demandé une enquête nationale.

Récemment, la prévalence des mauvais traitements sexuels dans le sport canadien a fait la une des journaux. Bien qu'un examen exhaustif des mauvais traitements sexuels dans le sport canadien ne puisse être mené qu'avec les ressources d'une enquête nationale, nous avons pris la liberté de compiler certains des incidents rapportés publiquement, à l'intention des comités FEWO et CHPC, afin d'illustrer la fréquence troublante de ces infractions (voir le tableau 1).

Tableau 1. Quelques signalements d'abus sexuels dans le sport canadien, 2022-2023

Date du signalement	Province	Sport	Source
24 janvier 2022	Ontario	Softball	Oakville Beaver ³⁵
11 février 2022	Ontario	Hockey	Stouffville Sun-Tribune ³⁶
13 mai 2022	Colombie-Britannique	Gymnastique	City News ³⁷
7 juin 2022	Ontario	Tennis	CP24 ³⁸
14 juin 2022	Terre-Neuve	Divers	Yahoo News ³⁹
14 juin 2022	Manitoba	Football	CBC ⁴⁰
13 juillet 2022	Manitoba	Rugby	CBC ⁴¹
11 août 2022	Alberta	Gymnastique	CTV ⁴²
13 septembre 2022	Ontario	Course	CBC ⁴³
2 novembre 2022	Colombie-Britannique	Soccer	CTV ⁴⁴
19 octobre 2022	Nouvelle-Écosse	Haltérophilie	CBC ⁴⁵
8 novembre 2022	Ontario	Gymnastique	CTV ⁴⁶
8 novembre 2022	Ontario	Caviardé	Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario ⁴⁷
8 décembre 2022	Nouvelle-Écosse	Hockey	Halifax Examiner ⁴⁸
13 décembre 2022	Ontario	Caviardé	Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario ⁴⁹
19 décembre 2022	Ontario	Caviardé	Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario ⁵⁰
10 janvier 2023	Alberta	Basketball	CBC ⁵¹
25 janvier 2023	Québec	Patinage artistique	Sportsnet ⁵²
14 février 2023	Ontario	Tennis de table	Global ⁵³
15 février 2023	Ontario	Gymnastique	CTV ⁵⁴
7 mai 2023	Québec	Basketball	St. Albert Gazette ⁵⁵
7 mai 2023	Ontario	Caviardé	Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario ⁵⁶
24 mars 2023	Saskatchewan	Moniteur des sports	Saskatoon Star Phoenix ⁵⁷

18 avril 2023	Ontario	Softball	Inside Halton ⁵⁸
28 avril 2023	Ontario	Baseball	CBC ⁵⁹
1 ^{er} mai 2023	Saskatchewan	Sports des jeunes	CBC ⁶⁰

Il est également essentiel qu'une enquête nationale sur les mauvais traitements dans le sport se penche sur les mauvais traitements subis par les para-athlètes ou par les athlètes vivant avec un handicap. L'alinéa 30(5)a) de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées aborde la question du sport comme suit : « Les États Parties prennent des mesures appropriées pour : [...] Encourager et promouvoir la participation, dans toute la mesure possible, de personnes handicapées aux activités sportives ordinaires à tous les niveaux ». En outre, l'alinéa 30(5)d) traite des droits des enfants handicapés, et prévoit qu'il faut « [f]aire en sorte que les enfants handicapés puissent participer, sur la base de l'égalité avec les autres enfants, aux activités ludiques, récréatives, de loisir et sportives, y compris dans le système scolaire⁶¹ ». Cependant, un exposé de politique de 2020 du projet canadien sur la participation sociale des personnes en situation de handicap (CDPP) cite une recherche de la University of Toronto menée en partenariat avec AthlètesCAN qui a révélé que les athlètes vivant avec un handicap sont confrontés à davantage d'abus et de discriminations que les athlètes non handicapés. Le rapport préconise une définition de l'expérience de l'athlète fondée sur des données probantes, qui tienne compte de l'autonomie, de l'appartenance, du défi, de la mobilisation, de la maîtrise et de la signification. Les auteurs du rapport recommandent l'intégration de ces critères dans la Politique canadienne du sport, dans les subventions à l'innovation et dans d'autres décisions liées aux programmes. Nous recommandons que les critères de l'expérience sportive de qualité du CDPP éclairent l'approche adoptée par une enquête nationale sur les mauvais traitements dans le sport lorsqu'il s'agit d'enquêter sur les mauvais traitements subis par les athlètes vivant avec un handicap⁶².

L'exclusion : Une tradition dans le sport canadien

Toutes les enquêtes nationales contemporaines devraient également adopter une perspective intersectionnelle dans leurs investigations, leurs conclusions et leurs recommandations. Comme l'explique Kimberlé Crenshaw, l'intersectionnalité est « une perspective, un prisme, qui permet de voir la manière dont les différentes formes d'inégalité fonctionnent souvent ensemble et s'exacerbent les unes les autres. Nous avons tendance à parler de l'inégalité raciale comme étant distincte de l'inégalité fondée sur le genre, la classe, la sexualité ou le statut d'immigrant. Ce que l'on oublie souvent, c'est que certaines personnes sont sujettes à tous ces facteurs et que l'expérience n'est pas seulement la somme de ses parties⁶³ » [TRADUCTION]. On ne peut ignorer la complexité de l'influence de la race, du genre, des aptitudes, de la classe, de la nationalité et d'autres facteurs sur l'action du gouvernement. À titre d'exemple, comme l'expliquent Laura Misener et Angela Schneider dans *La Conversation*, « si nous comparons cette situation aux événements passés au Canada, nous constatons des différences flagrantes, profondément enracinées dans les inégalités de genre et de race dans ce pays⁶⁴ » [TRADUCTION].

La seule et unique enquête nationale liée au sport a été la Commission Dubin de 1989, déclenchée à la suite du contrôle antidopage positif de Ben Johnson aux Jeux olympiques de Séoul en 1988. Le

gouvernement du Canada a fait de M. Johnson, un athlète noir et un immigrant, le bouc émissaire d'un système sportif dysfonctionnel. Le gouvernement n'a pas perdu de temps pour s'attaquer au problème. La gouverneure générale du Canada, Jeanne Sauvé, a approuvé le décret le 5 octobre 1988, un peu plus d'une semaine après le 27 septembre 1988, date à laquelle M. Johnson avait obtenu un résultat positif au test⁶⁵. La poursuite et l'humiliation de M. Johnson par le gouvernement étaient profondément ancrées dans les relations de pouvoir de l'époque. Les médias en ont rajouté. Comme le montrent Steven J. Jackson et Pam Ponic, M. Johnson est passé « du statut d'immigrant jamaïcain à celui de Jama cain-Canadien, au fur et à mesure que son succès grandissait, pour culminer avec son "accession" au statut de "Canadien" lorsqu'il est devenu célèbre dans le monde entier. Cependant, à la suite à sa disqualification, M. Johnson a rapidement été redéfini comme Jama cain-Canadien⁶⁶ » [TRADUCTION]. Si nous devons à nouveau examiner minutieusement les athlètes noirs, plutôt qu'un groupe d'agresseurs qui sont majoritairement blancs, issus de la classe moyenne, valides, des entraîneurs, et des administrateurs, la pression en faveur du changement serait-elle plus forte? Si les survivants n'étaient pas en majorité des enfants et des jeunes femmes, y aurait-il déjà un mouvement? Nos dirigeants doivent s'attaquer publiquement au racisme, au capacitisme, à la misogynie et au classisme qui se sont manifestés dans de nombreuses réponses aux récits de mauvais traitement des athlètes. L'adoption d'une perspective intersectionnelle dans le cadre d'une enquête publique permettra d'éviter de répéter les erreurs commises lors des enquêtes et des réponses antérieures.

Au Canada, le racisme continue d'être un obstacle majeur au sport, mais les organismes le traitent souvent comme un problème distinct des mauvais traitements, sans examiner les fondements systémiques du racisme dans leurs organismes et dans les sports respectifs. Les appels à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation dans le domaine du sport, par exemple, ont rarement été mentionnés dans les discussions sur les mauvais traitements dans le sport. Nous suggérons fortement au gouvernement du Canada de consulter le Cercle sportif autochtone et les organismes provinciaux et territoriaux de sport autochtone avant de finaliser les plans d'une enquête sur les mauvais traitements dans le sport.

En 2019, Courtney Szto, Sam McKegney, Mike Auksi et Bob Dawson ont publié le *Policy Paper for Anti-Racism in Canadian Hockey*. Leurs travaux ont constitué un puissant appel au changement dans le sport d'hiver national du Canada. Dans les mots de M^{me} Szto et de ses collègues, « en reconnaissant d'abord le problème et en s'y attaquant de front de manière intégrée et holistique, Hockey Canada contribuera à rendre le jeu que nous aimons plus juste, plus sûr et plus inclusif, avec des effets de grande ampleur qui se répercuteront sur toutes les autres facettes de la société canadienne⁶⁷ » [TRADUCTION]. L'étude sur la lutte contre le racisme au sein d'Ontario University Athletics (OUA) réalisée en 2021 par Janelle Joseph, Sabrina Razack et Braeden McKenzie de l'IDEAS Lab a permis de recueillir des renseignements sur l'ensemble du paysage sportif intercollégial de la province :

Arrêtez de croire que le racisme n'existe que dans une autre  cole ou dans une autre équipe. Le racisme fait partie de tous les programmes d'OUA. Le racisme peut être évident et manifeste, ou subtil et caché. L'embauche et le recrutement peuvent être injustes, et laisser de côté d'excellents étudiants athlètes, entraîneurs et administrateurs racisés qui peuvent apporter la réussite aux universités de l'Ontario. Les membres de la

communauté ne comprennent pas tous ce qu’est le racisme, ni en quoi consiste le privilège blanc, et de nombreux athlètes souffrent en silence. La plupart des institutions ne disposent pas de politiques antiracistes transparentes ni de procédures de signalement⁶⁸.

Bien que seuls les exemples les plus flagrants de racisme fassent généralement l’objet d’articles dans la presse, le nombre de signalements de ce type pour la seule période 2022-2023 laisse à penser qu’il existe un problème très grave dans le sport canadien (voir tableau 2). Ce phénomène se manifeste non seulement sur le plan interpersonnel, mais aussi dans le discours des médias et dans le tissu des organisations chargées de régler et de gérer le sport. Depuis des décennies, des universitaires de tout le pays ont documenté l’écrasante blanchité historique et contemporaine du sport canadien, qui structure un système au sein duquel les Noirs, les Autochtones et les personnes de couleur n’ont aucun recours et ne rencontrent que peu ou pas d’empathie : C’est ce que nous appelons le racisme institutionnel ou systémique⁶⁹. Cette forme indirecte de racisme est d’autant plus pernicieuse qu’elle est perpétuée par des groupes et par des personnes qui ne se considèrent pas comme racistes, c.-à-d. intolérantes, partiales ou discriminatoires. Toutes les formes de racisme ont un effet dévastateur sur les personnes, notamment la détresse mentale, l’abandon des programmes, le manque de possibilités et les obstacles à l’avancement professionnel dans la discipline choisie. Des plus jeunes aux plus âgés, les Noirs, les Autochtones et les personnes de couleur sont marginalisés dans les programmes amateurs et professionnels. Année après année, saison après saison, les instances dirigeantes ne parviennent pas à s’attaquer aux racines des multiples formes de racisme visant les groupes minoritaires dans les systèmes sportifs canadiens. Cet échec perpétue un système dans lequel seuls les participants et les professionnels blancs ont une position légitimée.

Tableau 2. Sélection de signalements dans les médias de cas de racisme dans le sport canadien, 2022-2023

Date du signalement	Province	Racisme/discrimination	Sport	Source
26 janvier 2022	Saskatchewan	Envers les Autochtones	Hockey	CTV ⁷⁰
21 février 2022	Manitoba	Envers les Autochtones	Hockey	CBC ⁷¹
9 mars 2022	Manitoba	Inconnu	Basketball	Winnipeg Free Press ⁷²
18 juin 2022	Ontario	Envers les Noirs	Soccer	Peterborough Examiner ⁷³
19 mars 2022	Colombie-Britannique	Envers les Noirs	Hockey	CBC ⁷⁴
31 mars 2022	Québec	Envers les Noirs	Hockey	CBC ⁷⁵
8 avril 2022	Québec	Envers les Noirs	Hockey	CBC ⁷⁶
12 avril 2022	Ontario	Envers les Noirs	Hockey	CTV ⁷⁷

23 avril 2022	Colombie-Britannique	Envers les Asiatiques	Hockey	CBC ⁷⁸
11 mai 2022	Ontario	Envers les Autochtones	Hockey	CBC ⁷⁹
17 mai 2022	Nouveau-Brunswick	Inconnu	Hockey	CTV ⁸⁰
6 juillet 2022	Ontario	Envers les Autochtones	Crosse	Two Row Times ⁸¹
6 octobre 2022	Ontario	Envers les Noirs et les Asiatiques	Hockey	Toronto Star ⁸²
22 octobre 2022	Ontario	Envers les Noirs	Hockey	Newmarket Today ⁸³
5 décembre 2022	Colombie-Britannique	Envers les Asiatiques	Hockey	City News ⁸⁴
9 décembre 2022	Québec	Envers les Noirs	Hockey	Montreal Gazette ⁸⁵
19 janvier 2023	Colombie-Britannique	Envers les Autochtones	Soccer	Chek News ⁸⁶
21 janvier 2023	Colombie-Britannique	Envers les Asiatiques Envers les Noirs Islamophobie	Soccer	City News ⁸⁷
3 février 2023	Nouveau-Brunswick	Inconnu	Soccer	CTV ⁸⁸
3 février 2023	Québec	Envers les Autochtones	Basketball	Eastern Door ⁸⁹
17 février 2023	Manitoba	Inconnu	Basketball	Winnipeg Free Press ⁹⁰
18 février 2023	Québec	Envers les Noirs	Hockey	Montreal Gazette ⁹¹
29 mai 2023	Canada (en ligne)	Envers les Autochtones	Curling	Regina LeaderPost ⁹²
30 mars 2023	Alberta	Envers les Juifs	Hockey	CTV ⁹³
3 avril 2023	Nouvelle-Écosse	Envers les Autochtones	Hockey	Global ⁹⁴
3 mai 2023	Colombie-Britannique	Envers les Noirs	Hockey	CBC ⁹⁵

Dans son témoignage devant le comité FEWO, Allison Sandmeyer-Graves, directrice générale de Femmes et sport au Canada, a exhorté les personnes présentes à « profiter de la préoccupation

partagée par tous les partis à l'égard des abus dans le sport pour lancer une enquête judiciaire nationale sur la maltraitance à tous les niveaux du sport afin d'obtenir une compréhension systémique des défis et de concevoir des solutions appropriées. Encore une fois, *ce processus doit se dérouler dans une perspective intersectionnelle sexospécifique*, et dans le cadre de l'enquête, il faudrait envisager d'éventuels systèmes de réglementation du sport⁹⁶. » Nous pensons qu'une perspective intersectionnelle équilibrée mettant en évidence l'interconnexion de la race, du genre, de la classe, de l'âge et des capacités est nécessaire pour améliorer les constatations d'une enquête gouvernementale, car toutes ces caractéristiques peuvent conduire les personnes à être marginalisées et potentiellement exploitées dans le cadre du système actuel.

Il est particulièrement urgent, par exemple, de former et de maintenir les femmes à des postes d'entraînement et d'administration, mais ces femmes doivent être diverses sur le plan intersectionnel. Seule une intervention, déployée avec intention et prévoyance, peut déclencher un changement. Le manque de modèles, la persistance d'embauches discriminatoires et les obstacles à la promotion continuent de nuire à l'égalité entre les genres dans les domaines de l'entraînement et de l'administration⁹⁷. Cette marginalisation persistante est profondément ancrée dans la culture sportive canadienne. Comme l'expliquent Sarah Barnes et Mary Louis Adams : « Ce qui se cache sous l'hostilité et le harcèlement auxquels font face les femmes qui font de l'entraînement, ce sont des idéologies et des normes patriarcales de longue date qui soutiennent et garantissent les positions des hommes privilégiés dans notre société⁹⁸ » [TRADUCTION]. Le sexisme et la misogynie sont profondément ancrés dans la culture sportive au Canada, et continuent d'alimenter les normes patriarcales, même si le sport se veut inclusif.

Comme l'ont écrit Shannon Moore, Teresa Fowler et Tim Skuce dans *La Conversation*, le sexisme et la misogynie font partie de la culture du hockey, ce qui a été mis en évidence lors des allégations d'agression sexuelle collective au sein de l'équipe nationale junior de 2018. Les femmes et les jeunes filles sont encore réduites à l'état d'objet dans le sport, et une enquête fondée sur l'intersectionnalité peut aborder ces questions avec davantage de nuance et de précision⁹⁹. Comme l'illustrent Janelle Joseph, Bahar Tajrobehkar, Gabriela Estrada et Zeana Hamdonah dans leur analyse de la littérature actuelle, il reste encore beaucoup à faire pour réduire les obstacles auxquels se heurtent les femmes racisées, queer, non binaires et trans pour accéder à des postes de direction. Selon M^{me} Joseph et ses collègues, « il faudrait mener beaucoup plus de recherches pour ventiler les "immigrants" en groupes raciaux et ethniques spécifiques, tenir compte des identités intersectionnelles et des obstacles, comprendre un large éventail de formes de mobilisation (notamment l'entraînement, le sport de haut niveau, les loisirs, l'exercice, le sport universitaire, les programmes de mentorat), documenter le racisme et le privilège blanc, et décrire les joies de la participation au sport pour les femmes racisées¹⁰⁰ » [TRADUCTION]. Contrairement aux arguments présentés aux comités FEWO et CHPC par d'autres chercheurs, il y a tout simplement trop de choses que nous ne savons pas¹⁰¹. Pour en savoir davantage, il faut que l'enquête nationale adopte une perspective intersectionnelle équilibrée, qui se concentre sur toutes les formes de marginalisation.

Les conséquences sur les droits de la personne d'un système défaillant et irresponsable

Bien que les mauvais traitements généralisés qui sont infligés aux athlètes constituent clairement un problème de droits de la personne, l'« autonomie du sport » durable a obscurci la boussole morale et éthique du pays, ce qui cause un préjudice irréparable aux Canadiens. Les identités

intersectionnelles qui sont marginalisées, mentionnées plus haut, sont susceptibles de faire l'objet de mauvais traitements en raison du non-respect de la législation sur les droits de la personne. Quelques exemples méritent d'être soulignés. Comme nous l'avons vu avec le Comité olympique canadien (COC) qui, au lieu d'une composante du système sportif national, est plutôt une extension du Comité International Olympique, l'autonomie du sport pousse et tire la boussole morale et éthique de la nation dans des directions déplorables, souvent indéfendables. Comme l'expliquent Borja Garcia et Henk Erik Meier, l'autonomie du sport « restreint la souveraineté de l'État et la marge de manœuvre politique, et soulève de sérieuses questions quant à la responsabilité démocratique¹⁰² » [TRADUCTION]. Cette autonomie problématique est également infligée aux athlètes par la FIFA. Dans son témoignage, Janine Beckie, de l'équipe nationale de soccer féminin, a souligné comment cette autonomie peut être utilisée pour réduire les athlètes au silence. M^{me} Beckie a déclaré : « Nous avons attendu de répondre à l'offre de Sport Canada de tenir un audit financier, car Canada Soccer a fait savoir que si cet audit ou une mesure semblable avait lieu, nous risquions d'être bannies de la Coupe du monde¹⁰³. » Au Canada, les efforts de protection des droits de la personne dans le sport sont encore compliqués par un modèle de gouvernance décentralisé et mal conçu.

Au cours des deux dernières décennies, Sport Canada est passé à un modèle de métagouvernance comprenant la « prolifération d'organisations quasi gouvernementales ou non gouvernementales et de groupes d'intérêt... fortement soutenus et promulgués par Sport Canada... souvent au moyen d'un investissement financier important¹⁰⁴ » [TRADUCTION]. L'efficacité de la gouvernance décentralisée fait l'objet de nombreux débats académiques, mais les nombreux cas récents de mauvais traitements sur des athlètes indiquent que ce modèle n'est pas dans l'intérêt supérieur des athlètes, car il y a un manque troublant de responsabilisation au sein du système. Comme le laissent entendre Stephen Bell et Andrew Hindmoor, la métagouvernance peut conduire à une élite non représentative, qui s'autoperpétue¹⁰⁵. Au vu du défilé d'administrateurs complices qui ont comparu devant les comités FEWO et CHPC, notamment Ian Moss et Gretchen Kerr à Gymnastique Canada, Steve Reed à Canada Soccer, et Scott Smith à Hockey Canada, il est clair que cette « élite qui s'autoperpétue » se répand dans tout le système comme de la mauvaise herbe nuisible.

La création du programme À nous le podium (ANP) a été un signal d'alarme clair. ANP a été créé en 2005 pour éviter au Canada de se retrouver dans l'embarras lors des Jeux olympiques et paralympiques de Vancouver en 2010. Le Canada a accueilli les Jeux olympiques à deux reprises (en 1976 à Montréal et en 1988 à Calgary) et n'a pas remporté de médaille d'or. La priorité accordée à l'idée d'aller plus haut, plus vite et plus fort (et le fait que les Canadiens doivent se dire « à nous le podium ») permet à une culture de mauvais traitements de prospérer tant que des médailles sont gagnées, et va aussi à l'encontre du discours public sur ce que représente le fait d'être Canadien. ANP engendre une mentalité de gagnant à tout prix, ce qui contraste fortement avec les engagements du Canada en matière de droits de la personne.

Dans le cas d'un système décentralisé fonctionnant (mal) selon un modèle de métagouvernance, seul un examen approfondi de toutes ses parties disparates peut fournir la vision et la clarté nécessaires pour aller de l'avant avec un changement significatif et durable. La tenue d'une enquête nationale comprenant une vérification de la gouvernance du COC, d'ANP, de Sport Canada et des organismes nationaux de sport (ONS), aiderait le Canada nation à faire le point sur cet échec

administratif généralisé. Nous proposons une vérification de la gouvernance comprenant un examen plus approfondi des capacités professionnelles et des références de nos dirigeants sportifs nationaux. Nous devons être critiques et transparents à l'égard des dirigeants et des professionnels du sport canadien qui, pendant des décennies, n'ont pas réussi à protéger les athlètes. Les mauvais traitements sont souvent profondément ancrés dans les cultures, de telle sorte que les gens ne font que les reproduire. Un examen critique des capacités professionnelles des personnes qui occupent des postes de direction dans le sport canadien permettra à l'enquête de faire état des réalités plus larges sur les facteurs qui favorisent les mauvais traitements, les faiblesses organisationnelles actuelles, les possibilités d'évolution et les nouvelles exigences pour les personnes qui cherchent à assumer ces rôles. Il est important de faire appel à des personnes indépendantes et adéquatement qualifiées pour réaliser des évaluations et des vérifications de la gouvernance. Ce travail garantira que l'intégration des dirigeants dans le sport, ainsi que leur perfectionnement professionnel continu et leurs capacités, sera menée avec diligence et intégrité. Même avec de bonnes intentions, le manque de capacité professionnelle des personnes qui occupent des postes de direction entravera considérablement l'évolution éthique d'un sport sûr et de soins appropriés aux athlètes.

Au niveau provincial, où les athlètes sont souvent plus jeunes et plus vulnérables, il est urgent de cerner et de traiter les aspects pour lesquels ils sont actuellement mal desservis. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime reconnaît que l'existence de mauvais traitement peut entraver la protection et la promotion des droits de la personne. Il cite la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant à titre de cadre juridique et politique qui sert à protéger les droits de la personne dans tous les secteurs de la société, y compris le sport¹⁰⁶. Le Canada a ratifié cette convention en 1991. Pourtant, comme l'expliquent Katherine Covell, R. Brian Hall et J. C. Blokhuis dans leur livre *The Challenge of Children's Rights for Canada*, lorsqu'on le compare à des pays de richesse comparable, « le Canada est à la traîne en ce qui concerne la réduction du nombre d'enfants vivant dans la pauvreté, l'amélioration de la santé des enfants, et l'expansion des programmes d'éducation et d'accueil de la petite enfance¹⁰⁷ » [TRADUCTION]. Dans le domaine du sport, le sort des enfants du pays est très préoccupant. Les politiciens doivent agir de toute urgence. La Politique canadienne du sport définit une approche collaborative de la gouvernance du sport au Canada, et reconnaît qu'« [i]l est essentiel de mieux coordonner les divers éléments du système de compétition sportive afin d'en améliorer l'efficacité et l'efficience à l'échelle locale, nationale, provinciale et territoriale¹⁰⁸. » Ainsi, une culture de la collaboration existe déjà, mais le Canada et ses provinces et territoires, ainsi que Sport Canada et ses homologues provinciaux et territoriaux, doivent être prêts à s'attaquer aux questions de mauvais traitements avec la même vigueur et la même coopération dont ils font preuve pour l'excellence.

-
- ¹ Pennie G. Foster-Fishman, Shelby L. Berkowitz, David W. Lounsbury, Stephanie Jacobson et Nicole Allen, *Building Collaborative Capacity in Community Coalitions: A Review and Integrative Framework*, *American Journal of Community Psychology*, vol. 29, n° 2, 2001, p. 257.
- ² Bruce Kidd, Gretchen Kerr et Peter Donnelly, *Ensuring Full and Safe Participation by Canadian Girls and Women, Fair Athlete Representation, and Good Governance in Canadian Sport*, mémoire présenté au Comité permanent de la condition féminine et au Comité permanent du patrimoine canadien, Chambre des communes, Parlement du Canada, 14 décembre 2022, p. 3.
- ³ Voir A. E. Stirling, *Definition and Constituents of Maltreatment in Sport: Establishing a Conceptual Framework for Research Practitioners*, *British Journal of Sports Medicine*, vol. 43, n° 14, 2009, p. 1091-99; Margo Mountjoy, Celia Brackenridge, Malia Arrington, Cheri Blauwet, Andrea Carska-Sheppard, Kari Fasting, Sandra Kirby, Trisha Leahy, Saul Marks, Kathy Martin, Katherine Starr, Ann Tiivas, et Richard Budgett, *International Olympic Committee Consensus Statement: Harassment and Abuse (Non-Accidental Violence) in Sport*, *British Journal of Sports Medicine*, vol. 50, n° 17, 2016, p. 1019-1029; Kristine Fortier, Sylvie Parent et Geneviève Lessard, *Child Maltreatment in Sport: Smashing the Wall of Silence: A Narrative Review of Physical, Sexual, Psychological Abuses and Neglect*, *British Journal of Sports Medicine*, vol. 54, n° 1, 2019, p. 4-7; Victoria Roberts, Victor Sojo et Felix Grant, *Organizational Factors and Non-Accidental Violence in Sport: A Systematic Review*, *Sport Management Review*, vol. 23, n° 1, 2020, p. 8-27; Erin Wilson, Gretchen Kerr, Ashley Stirling et Stephanie Buono, *Prevalence of Maltreatment Among Canadian National Team Athletes*, *Journal of Interpersonal Violence*, vol. 37, n° 21-22, NP19857-NP19879; Courtney Gattis et Matt Moore, *A Conceptual Analysis of Maltreatment in Sports: A Sport Social Work Perspective*, *Frontiers in Sports and Active Living*, vol. 4, 2022, 1017308, <https://doi.org/10.3389/fspor.2022.1017308>.
- ⁴ Ciara McCormack, citée dans Canada, Parlement, Chambre des communes, Comité permanent de la condition féminine, *Témoignages*, 44^e législature, 1^{re} session, n° 43, 1^{er} décembre 2022.
- ⁵ Ryan Sheenan, cité dans Canada, Parlement, Chambre des communes, Comité permanent du patrimoine canadien, *Témoignages*, 44^e législature, 1^{re} session, n° 72, 27 mars 2023.
- ⁶ Myriam Da Silva Rondeau, citée dans Ciara McCormack, citée dans Canada, Parlement, Chambre des communes, Comité permanent de la condition féminine, *Témoignages*, 44^e législature, 1^{re} session, n° 43, 1^{er} décembre 2022.
- ⁷ Nicholas d’Ombrain, *Public inquiries in Canada*, *Canadian Public Administration*, vol. 40, n° 1, 1997, p. 86-107.
- ⁸ Gouvernement du Canada, *Loi sur les enquêtes*, Ottawa, 1985.
- ⁹ Philip C. Stenning, *Canadian public inquiries and accountability*, dans *Accountability for criminal justice: Selected essays*, édité par Phillip C. Stenning, University of Toronto Press, 1995, p. 269.
- ¹⁰ J. Michael MacDonald, Leanne J. Fitch, Kim Stanton, *Redresser la barre ensemble – Rapport final de la Commission des pertes massives, Résumé, Commission fédérale-provinciale sur les événements d’avril 2020 en Nouvelle-Écosse*, 2023, p. 94.
- ¹¹ Gouvernement du Canada, Agence de la santé publique du Canada, *Approches tenant compte des traumatismes et de la violence – politiques et pratiques*, Ottawa, 2018.

¹² *Ibid.*

¹³ Jennifer McMahon, Kerry R. McGannon, Chris Zehntner, Larissa Werbicki, Elspeth Stephenson et Karen Martin, *Trauma-informed Abuse Education in Sport: Engaging Athlete Abuse Survivors as Educators and Facilitating a Community of Care*, Sport, Education and Society, avant l'impression, 2022, <https://doi.org/10.1080/13573322.2022.2096586>.

¹⁴ Coût rajusté pour l'inflation. Voir Charles L. Dubin, *Commission d'enquête sur le recours aux drogues et aux pratiques interdites pour améliorer la performance athlétique*, Centre d'édition du gouvernement du Canada, Ottawa, 1990, p. xxi. M. Moriarty et ses collègues laissent entendre qu'il y avait 122 témoins. Voir Dick Moriarty, Denis Fairall et P. J. Galasso, *The Canadian Commission of Inquiry into the use of Drugs and Banned Practices Intended to Increase Athletic Performance*, *Journal of Legal Aspects of Sport*, vol. 2, n° 1, 1992, p. 26.

¹⁵ Ryan Sheenan, cité dans Canada, Parlement, Chambre des communes, Comité permanent du patrimoine canadien, *Témoignages*, 44^e législature, 1^{re} session, n° 72, 27 mars 2023.

¹⁶ Ian Moss, cité dans Canada, Parlement, Chambre des communes, Comité permanent de la condition féminine, *Témoignages*, 44^e législature, 1^{re} session, n° 44, 30 janvier 2023.

¹⁷ Joannie Pépin-Gagné et Sylvie Parent, *Coaching, Touching, and False Allegations of Sexual Abuse in Canada*, *Journal of Sport and Social Issues*, vol. 40, n° 2, 2016, p. 162-172; Celia Brackenridge, Joy Bringer et Darren Bishopp, *Managing Cases of Abuse in Sport*, *Child Abuse Review*, vol. 14, n° 4, 2005, p. 259-274; Kim Oates, *Can we believe what children tell us?*, *Journal of Paediatrics and Child Health*, vol. 43, n° 12, 2007, p. 843-847.

¹⁸ Gymnastique Canada, *Démission d'Alex Bard – Entraîneur de l'équipe nationale GAF*, juin 2009, consulté le 1^{er} mai 2023, www.gymcan.org/fr.

¹⁹ Kim Shore, citée dans Canada, Parlement, Chambre des communes, Comité permanent du patrimoine canadien, *Témoignages*, 44^e législature, 1^{re} session, n° 72, 27 mars 2023.

²⁰ M^{me} Shore n'a pas identifié M. Aubertin par son nom dans son témoignage. Pour les condamnations de M. Aubertin, voir *Abusive coaches continue to slip through policing measures in Canadian gymnastics*, *Sportsnet*, 7 septembre 2022.

²¹ Kim Shore, citée dans Canada, Parlement, Chambre des communes, Comité permanent du patrimoine canadien, *Témoignages*, 44^e législature, 1^{re} session, n° 72, 27 mars 2023.

²² Ciara McCormack, citée dans Canada, Parlement, Chambre des communes, Comité permanent de la condition féminine, *Témoignages*, 44^e législature, 1^{re} session, n° 43, 1^{er} décembre 2022.

²³ Geneviève Jeanson, citée dans Canada, Parlement, Chambre des communes, Comité permanent de la condition féminine, *Témoignages*, 44^e législature, 1^{re} session, n° 40, 5 décembre 2022.

²⁴ Allison Forsyth, citée dans Canada, Parlement, Chambre des communes, Comité permanent de la condition féminine, *Témoignages*, 44^e législature, 1^{re} session, n° 40, 5 décembre 2022.

²⁵ Emily Mason, citée dans Canada, Parlement, Chambre des communes, Comité permanent du patrimoine canadien, *Témoignages*, 44^e législature, 1^{re} session, n° 76, 24 avril 2023.

²⁶ Quinn, citée dans Canada, Parlement, Chambre des communes, Comité permanent du patrimoine canadien, *Témoignages*, 44^e législature, 1^{re} session, n° 68, 9 mars 2023.

²⁷ Christine Sinclair, citée dans Canada, Parlement, Chambre des communes, Comité permanent

du patrimoine canadien, *Témoignages*, 44^e législature, 1^{re} session, n° 68, 9 mars 2023.

²⁸ Sophie Schmidt, citée dans Canada, Parlement, Chambre des communes, Comité permanent du patrimoine canadien, *Témoignages*, 44^e législature, 1^{re} session, n° 68, 9 mars 2023.

²⁹ Janine Beckie, citée dans Canada, Parlement, Chambre des communes, Comité permanent du patrimoine canadien, *Témoignages*, 44^e législature, 1^{re} session, n° 68, 9 mars 2023.

³⁰ Andrea Neil, citée dans Canada, Parlement, Chambre des communes, Comité permanent de la condition féminine, *Témoignages*, 44^e législature, 1^{re} session, n° 48, 2 février 2023.

³¹ Andrea Neil, citée dans Canada, Parlement, Chambre des communes, Comité permanent du patrimoine canadien, *Témoignages*, 44^e législature, 1^{re} session, n° 76, 27 avril 2023.

³² Myriam Da Silva Rondeau, citée dans Ciara McCormack, citée dans Canada, Parlement, Chambre des communes, Comité permanent de la condition féminine, *Témoignages*, 44^e législature, 1^{re} session, n° 43, 1^{er} décembre 2022.

³³ Nicole Williams, *Boxing Ontario didn't properly investigate alleged abuse by Ottawa coach, boxer says*, CBC, 20 mars 2023, <https://www.cbc.ca/news/canada/ottawa/ottawa-kaitlyn-clark-jill-perry-boxing-abuse-allegations-1.6754967>.

³⁴ Figure Skating for Change Canada, *Open Letter: Call for Skate Canada and the Government of Canada to Address Abuse in Figure Skating*, Global Athlete, 26 avril 2023, <https://www.globalathlete.org/our-word/open-letter-call-for-skate-canada-and-the-governmentof-canada-to-address-abuse-in-figure-skating>.

³⁵ Mansoor Tanweer, *Oakville softball coach, 41, charged in child sexual assault investigation*, Oakville Beaver, 24 janvier 2022, https://www.insidehalton.com/news/crime/oakville-softball-coach-41-charged-in-child-sexual-assault-investigation/article_f4b8ddb8-70d9-5b33-b787-b66900059a6a.html.

³⁶ John Cudmore, *Whitchurch-Stouffville sports coach, school teacher faces sexual assault charges*, Stouffville Sun-Tribune, 11 février 2022, https://www.yorkregion.com/news/crime/whitchurch-stouffville-sports-coach-school-teacherfaces-sexual-assault-charges/article_fb980749-2a2c-5af1-b1da-7bf9a04ec214.html.

³⁷ Martin MacMahon, *B.C. woman sues Gymnastics Canada, claiming abuse*, City News, 11 mai 2022, <https://vancouver.citynews.ca/2022/05/11/bc-gymnastics-canada-alleged-abuse-lawsuit/>.

³⁸ Joanna Lavoie, *Scarborough tennis coach charged in sex assault probe involving girl*, CP24, 7 juin 2022, <https://www.cp24.com/scarborough-tennis-coach-charged-in-sex-assault-probeinvolving-girl-1.5937038>.

³⁹ *Former N.L. teacher Noel Strapp sentenced to 4 years for sexually exploiting former student*, Yahoo News, 14 juin 2022, <https://ca.news.yahoo.com/former-n-l-teacher-noel-115332124.html>.

⁴⁰ La Presse canadienne, *Manitoba government wants to seize house of former coach accused of sexual assaults*, CBC, 14 juin 2022, <https://www.cbc.ca/news/canada/manitoba/kelsey-mckay-houseseizure-1.6488430#:~:text=The%20Manitoba%20government%20wants%20to%20seize%20the%20house%20of%20a,the%20Criminal%20Property%20Forfeiture%20Act.>

⁴¹ Cameron MacLean, *Steinbach teacher accused of sexual offences against 6 students: Manitoba*

RCMP, CBC, 13 juillet 2022, <https://www.cbc.ca/news/canada/manitoba/steinbach-teacherarrested-sexual-offences-1.6519093>.

⁴² Melissa Gilligan, *Lethbridge gymnastics coach facing more sexual assault charges*, CTV, 11 août 2022, <https://calgary.ctvnews.ca/lethbridge-gymnastics-coach-facing-more-sexual-assaultcharges-1.6023121>.

⁴³ Adam Carter, *Ontario woman alleges high school running coach sexually assaulted her as a teen in \$3M lawsuit*, CBC, 13 septembre 2022, <https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/sexassault-lawsuit-allegations-1.6580147>.

⁴⁴ Brenna Owen, *Former B.C. soccer coach Bob Birarda to spend 16 months in jail for sex offences*, CTV, 2 novembre 2022, <https://bc.ctvnews.ca/former-b-c-soccer-coach-bob-birarda-tospend-16-months-in-jail-for-sex-offences-1.6136111>.

⁴⁵ Kayla Hounsell, *3 women complained about coach's inappropriate behaviour in April. Now he's charged with sexual assault*, CBC, 19 octobre 2022, <https://www.cbc.ca/news/canada/ns-weightlifting-complaints-1.6621017>.

⁴⁶ Alex Arsenych, *34-year-old female gymnastics coach facing sexual assault charges in Oshawa, Ont.*, CTV, 8 novembre 2022, <https://toronto.ctvnews.ca/34-year-old-female-gymnastics-coachfacing-sexual-assault-charges-in-oshawa-ont-1.6143714>.

⁴⁷ *Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario c McInnis*, 2022 ONOCT 105 (CanLII), <https://www.canlii.org/fr/on/onoct/doc/2022/2022onoct105/2022onoct105.html>.

⁴⁸ Tim Bousquet, *Halifax Hawks Minor Hockey Association sued over alleged sexual assault of a boy by coach Michael McNutt*, Halifax Examiner, 8 décembre 2022, <https://www.halifaxexaminer.ca/justice/crime-and-courts/halifax-hawks-minor-hockey-association-sued-over-alleged-sexual-assault-of-a-boy-by-coach-michael-mcnutt/>.

⁴⁹ *Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario c Betz*, 2023 ONOCT 1 (CanLII), <https://www.canlii.org/fr/on/onoct/doc/2023/2023onoct1/2023onoct1.html>.

⁵⁰ *Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario c Williams*, 2023 ONOCT 2, <https://www.canlii.org/fr/on/onoct/doc/2023/2023onoct2/2023onoct2.html>.

⁵¹ Meghan Grant, *Calgary basketball coach acquitted of sexually assaulting teen player but judge not convinced of innocence*, CBC, 10 janvier 2023, <https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/seanmaheu-basketball-coach-sexual-assault-verdict-1.6709461>.

⁵² La Presse canadienne, *High-profile Canadian skating coach found guilty of sex assault, gross indecency*, Sportsnet, 25 janvier 2023. <https://www.sportsnet.ca/olympics/article/high-profile-canadian-skating-coach-found-guilty-of-sex-assault-gross-indecency/>.

⁵³ Hannah Jackson, *Newmarket, Ont. table tennis coach charged in sexual assault investigation involving a child*, Global, 14 février 2023, <https://globalnews.ca/news/9487024/yyp-table-tenniscoach-charged/>.

⁵⁴ Josh Pringle, *Gymnastics coach in Ottawa and Kingston facing sexual assault charges*, CTV, 15 février 2023, <https://ottawa.ctvnews.ca/gymnastics-coach-in-ottawa-and-kingston-facingsexual-assault-charges-1.6275431>.

⁵⁵ Sidhartha Banerjee, *Montreal primary school teacher pleads guilty to sex crimes involving five*

girls, St. Albert Gazette, 7 mars 2023, <https://www.stalbertgazette.com/quebec-news/montreal-primary-school-teacher-pleads-guilty-to-sex-crimes-involving-five-girls-6660741>.

⁵⁶ *Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario c Mousseau*, 2023 ONOCT 15 (CanLII), <https://www.canlii.org/fr/on/onoct/doc/2023/2023onoct15/2023onoct15.html>.

⁵⁷ Bre McAdam, *Publication ban lifted on complainant's name in Saskatoon Christian school sex assault case*, Saskatoon Star Phoenix, 24 mars 2023, <https://thestarphoenix.com/news/crime/publication-ban-lifted-on-complainants-name-in-saskatoon-christian-school-sex-assault-case>.

⁵⁸ Louie Rosella, *Girls softball coach from Milton accused of sexual assault and sexual exploitation*, Inside Halton, 17 avril 2023, https://www.insidehalton.com/news/crime/girls-softball-coach-from-milton-accused-of-sexual-assault-and-sexual-exploitation/article_f41d1306-0d3d-5eac-97e1-fcc2779e8c56.html.

⁵⁹ Bobby Hristova, *Former Hamilton teacher, youth baseball coach pleads guilty to sexual interference*, CBC, 28 avril 2023, <https://www.cbc.ca/news/canada/hamilton/hamilton-teachercoach-guilty-plea-sexual-interference-1.6824332>.

⁶⁰ *RCMP receive 3rd report of historic sexual assault related to former Maple Creek teacher*, CBC, 1^{er} mai 2023, <https://www.cbc.ca/news/canada/saskatchewan/rcmp-receive-third-report-of-historical-sexual-assault-related-to-former-teacher-1.6828097>.

⁶¹ Nations Unies, *Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées*, 2006,

<https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/convention-rights-persons-disabilities#:~:text=La%20pr%C3%A9sente%20Convention%20a%20pour%20objet%20de%20promouvoir%2C%20prot%C3%A9ger%20et%20assurer%20la%20pleine%20et%20%C3%A9gale%20jouissance%20de%20tous%20les%20droits%20de%20l%27homme%20et%20de%20toutes%20les%20libert%C3%A9s%20fondamentales%20par%20les%20personnes%20handicap%C3%A9es%20et%20de%20promouvoir%20le%20respect%20de%20leur%20dignit%C3%A9%20intrins%C3%A8que>.

⁶² *Projet canadien sur la participation sociale des personnes en situation de handicap, Quality Participation in Sport for Canadians with a Disability*, 2020, https://www.disabilitypolicyalliance.ca/wp-content/uploads/2020/02/Policy-Brief_Sport-Canada.pdf.

⁶³ Kimberlé Crenshaw, citée dans Kathy Steinmetz, *She Coined the Term 'Intersectionality' Over 30 Years Ago. Here's What It Means to Her Today*, Time, 20 février 2020, <https://time.com/5786710/kimberle-crenshaw-intersectionality>.

⁶⁴ Laura Misener et Angela Schneider, *Abuse in Canadian Sports Highlights Gender and Racial Inequalities*, La Conversation, 14 février 2023, <https://theconversation.com/abuse-in-canadian-sports-highlights-gender-and-racial-inequities-198869>.

⁶⁵ Gouvernement du Canada, *Commission d'enquête sur le recours aux drogues et aux pratiques interdites pour améliorer la performance athlétique*, Charles L. Dubin, Ottawa, 1990.

⁶⁶ Steve J. Jackson et Pam Ponik, *Pride and Prejudice: Reflecting on Sport Heroes, National Identity, and Crisis in Canada*, Culture, Sport, Society, vol. 4, n° 2, 2001, p. 54.

⁶⁷ Courtney Szto, Sam McKegney, Mike Auksi et Bob Dawson, *Policy Paper for Anti-Racism in Canadian Hockey*, Université Queen's, Kingston (Ontario), 2020.

⁶⁸ Janelle Joseph, Sabrina Razack, Braeden McKenzie, *Are We One?: The Ontario University Athletics Anti-Racism Report*, IDEAS Research Lab, Toronto, 2021, p. 4.

⁶⁹ Ryan Sandrin et Ted Palys, *The Hat-Trick of Racism: Examining BIPOC Hockey Players' Experiences in Canada's Game*, *Sociology of Sport Journal* 3, n° 3, 2022, p. 278–86; Brad Millington, Patricia Vertinsky, Ellexis Boyle, et Brian Wilson, *Making Chinese-Canadian Masculinities in Vancouver's Physical Education Curriculum*, *Sport, Education and Society*, vol. 13, n° 2, 2008, p. 195–214; Susan Tirone, *Racism, Indifference, and the Leisure Experiences of South Asian Canadian Teens*, *Leisure/Loisir*, vol. 24, n° 1-2, 1999, p. 89–114; Janelle Joseph, *The Practice of Capoeira: Diasporic Black Culture in Canada*, *Ethnic and Racial Studies*, vol. 35, n° 6, 2012, p. 1078–1095; Cathy van Ingen, Erin Sharpe, et Brett Lashua, *Neighborhood Stigma and the Sporting Lives of Young People in Public Housing*, *International Review for the Sociology of Sport*, vol. 53, n° 2, 2018, p. 197–212; Sam McKegey, Robert Henry, Jordan Koch, et Mika Rathwell, *Manufacturing Compliance with Anti-Indigenous Racism in Canadian Hockey: The Case of Beardsy's Blackhawks*, *Canadian Ethnic Studies*, vol. 53, n° 3, 2021, p. 29 à 50.

⁷⁰ Josh Lynn, *Hockey Sask. investigating after racist slurs allegedly directed at Indigenous players*, CTV, 26 janvier 2022, <https://saskatoon.ctvnews.ca/hockey-sask-investigating-after-racist-slursallegedly-directed-at-indigenous-players-1.5755600>.

⁷¹ Darren Bernhardt, *Manitoba hockey player suspended amid allegations of racist gesture*, CBC, 21 février 2022, <https://www.cbc.ca/news/canada/manitoba/dauphin-kings-hockey-racistgesture-waywayseecappo-wolverines-1.6359299>.

⁷² Maggie Macintosh, *Students, principal sorry for racist act at hoops game*, *Winnipeg Free Press*, 9 mars 2022.

⁷³ *Back of the Fear and Dread Approach*, *Peterborough Examiner*, 18 juin 2022.

⁷⁴ *Youth hockey player who was racially abused on ice calls for more education in sport*, CBC, 19 mars 2022, <https://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/bc-youth-hockey-racismeducation-1.6384463>.

⁷⁵ Alexandre Behne, *Minor hockey player says racial abuse has tarnished his season*, CBC, 31 mars 2022, <https://www.cbc.ca/news/canada/ottawa/aylmer-outaouais-hockey-racial-taunts-1.6402533>.

⁷⁶ *6 Quebec minor hockey players suspended over alleged racial abuse of Black players*, CBC, 8 avril 2022, <https://www.cbc.ca/news/canada/ottawa/hockey-quebec-calls-for-suspensionscancels-games-in-wake-of-racism-allegations-1.6413354>.

⁷⁷ Heather Senoran, *Kitchener under-13 girls' hockey team apologizing after racial slur used against opposing player*, CTV, 12 avril 2022, <https://kitchener.ctvnews.ca/kitchener-under13-girls-hockey-team-apologizing-after-racial-slur-allegedly-used-against-opposing-player-1.5858879>.

⁷⁸ *La Presse canadienne, « Racism has no place in hockey »: B.C. commentator pulled off the air after remarks about player*, CBC, 23 avril 2022, <https://www.cbc.ca/sports/hockey/bc-minor-leaguehockey-announcer-pulled-for-racist-comment-1.6428909>.

⁷⁹ Sarah MacMillan, *Manitoulin hockey players speak out over racist 'war cries'*, CBC, 11 mai 2022, <https://www.cbc.ca/news/canada/sudbury/manitoulin-hockey-racist-incident-1.6446806>.

⁸⁰ Alex Macisaac, *Allegation of racism at Moncton hockey tournament under investigation*, CTV, 17 mai 2022, <https://atlantic.ctvnews.ca/allegation-of-racism-at-moncton-hockey->

[tournamentunder-investigation-1.5907500](#).

⁸¹ *Brantford Minor Lacrosse receives complaint for anti-Indigenous comment*, Two Row Times, 6 juillet 2022, <https://tworowtimes.com/sports/brantford-minor-lacrosse-receives-complaint-for-anti-indigenous-comment/>.

⁸² Annette Ejiopor, *'Enough is enough': GTHL investigating allegations of anti-Black, anti-Asian racism between players and Akim Aliu shares what he heard happened*, Toronto Star, 6 octobre 2022, <https://www.thestar.com/sports/hockey/2022/10/06/enough-is-enough-gthl-investigating-allegations-of-anti-black-anti-asian-racism-between-players-and-akim-aliu-shares-what-he-heard-happened.html?rf>.

⁸³ Joseph Quigley, *Parent disappointed as racism investigations clear Newmarket team*, Newmarket Today, 22 octobre 2022, <https://www.newmarkettoday.ca/local-news/parentdisappointed-as-racism-investigations-clear-newmarket-team-5984944>.

⁸⁴ Cole Schisler, *Coquitlam family calls for accountability after claims of racism, assault in minor hockey*, City News, 5 décembre 2022, <https://vancouver.citynews.ca/2022/12/05/coquitlam-hockey-racism-assault/>.

⁸⁵ René Bruemmer, *Racial slur during Valleyfield Midget A game leads to suspension*, Montreal Gazette, 9 décembre 2022, <https://montrealgazette.com/news/local-news/racial-slur-during-valleyfield-midget-a-game-leads-to-suspension>.

⁸⁶ Kori Sidaway, *Heartbreaking' racist slur thrown at 13-year-old Indigenous soccer player*, Chek News, 19 janvier 2023, <https://www.cheknews.ca/heartbreaking-racist-slur-thrown-at-13-yearold-indigenous-soccer-player-1135329/>.

⁸⁷ Monika Gul, *Surrey soccer team says not enough being done to address racism*, City News, <https://vancouver.citynews.ca/2023/01/21/surrey-soccer-racism/>.

⁸⁸⁸⁸ Derek Haggett, *Youth assaulted, taken to hospital following Moncton soccer game : N.B. RCMP*, CTV, 3 février 2023, <https://atlantic.ctvnews.ca/youth-assaulted-taken-to-hospital-following-moncton-soccer-game-n-b-rcmp-1.6258806>.

⁸⁹ Nanor Froundjian, *Violence follows racist gesture at Survival School*, Eastern Door, 3 mai 2023, <https://easterndoor.com/2023/02/03/violence-follows-racist-gesture-at-survival-school/>.

⁹⁰ Maggie Macintosh, *'Behavioural issues' behind U of W Collegiate's decision to end junior boys basketball team's season*, Winnipeg Free Press, 17 février 2023, <https://www.winnipegfreepress.com/breakingnews/2023/02/17/behavioural-issues-behind-u-of-w-collegiates-decision-to-end-junior-boys-basketball-teams-season>.

⁹¹ Paul Cherry, *Mother of John Rennie High student alleges he was victim of racism*, Montreal Gazette, 18 février 2023.

⁹² Paul Friesen, *Kerri Einarson calls out online misogyny, racism after World Championship*, Regina Leader-Post, 29 mars 2023, <https://leaderpost.com/sports/curling/kerri-einarson-callsout-misogyny-racism-in-womens-curling/wcm/2cf350d3-5f49-4941-ade7-9219c893aa0d>.

⁹³ Michael Franklin, *Alberta junior hockey broadcaster fired over offensive comment*, CTV, 30 mars 2023, <https://calgary.ctvnews.ca/alberta-junior-hockey-broadcaster-fired-over-offensive-comment-1.6335670>.

⁹⁴ Alex Cooke et Skye Bryden-Blom, *Mí'kmaw hockey fan says he faced racism at Scotiabank*

Centre. *He's calling out how it was handled*, Global, 3 avril 2023, <https://globalnews.ca/news/9598158/racism-hockey-fan-scotiabank-centre-halifax-mooseheads/>.

⁹⁵ Karin Larsen, *Surrey, B.C., hockey parents question why coach was suspended after standing up to alleged racism*, CBC, 3 mai 2023. <https://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/surrey-b-c-hockey-parents-question-why-coach-was-suspended-after-standing-up-to-alleged-racism-1.6830865>.

⁹⁶ Allison Sandmeyer-Graves, citée dans Canada, Parlement, Chambre des communes, Comité permanent de la condition féminine, *Témoignages*, 44^e législature, 1^{re} session, n^o 40, 21 novembre 2022 (l'italique est de nous).

⁹⁷ Amanda W. Cosentino, James Weese et Janelle E. Wells, *Strategies to Advance Women: Career Insights From Senior Leadership Women in Professional Sport in Canada*, *Frontiers in Sports and Active Living*, vol. 3, 2022, p. 716505. <https://doi.org/10.3389/fspor.2021.716505>; Margaret « Peggy » Galant, *The Snowball Effect: Where are all the women coaches?*, dans *Playing it forward: 50 years of women and sport in Canada*, édité par Guylaine Demers, Lorraine Greaves, Sandra L. Kirby, et Marion Lay, Second Story Press, Toronto, 2014, p. 291-298; Guylaine Demers, *Wanted: Female Coaches!*, dans *Playing it forward: 50 years of women and sport in Canada*, édité par Guylaine Demers, Lorraine Greaves, Sandra L. Kirby, et Marion Lay, Second Story Press, Toronto, 2014, p. 313-319. Eric MacIntosh, Shannon Kerwin et Alison Doherty mènent également des recherches sur les sentiments des athlètes à l'égard du sport sécuritaire et non sécuritaire. Voir « *Je me sens en sécurité (ou pas) quand...* » : *Ce que les athlètes ont à dire sur la culture liée à la haute performance*, Centre de documentation pour le sport, 25 juillet 2022, <https://sirc.ca/fr/blog/athletes-culture-haute-performance/>.

⁹⁸ Sarah Barnes et Mary Louise Adams, *A Large and Troubling Iceberg: Sexism and Misogyny in Women's Work as Sport Coaches*, *Sports Coaching Review*, vol. 11, n^o 2, 2022, p. 143.

⁹⁹ Shannon D. M. Moore, Teresa Anne Fowler et Tim Skuce, *Showered in sexism: Hockey culture needs a reckoning*, *La Conversation*, 5 juillet 2022, <https://theconversation.com/showered-in-sexism-hockey-culture-needs-a-reckoning-186002>.

¹⁰⁰ Janelle Joseph, Bahar Tajrobehkar, Gabriela Estrada et Zeana Hamdonah, *Racialized Women in Sport in Canada: A Scoping Review*, *Journal of Physical Activity and Health*, vol. 19, 2022, p. 868.

¹⁰¹ Bruce Kidd, Gretchen Kerr et Peter Donnelly, dans leur mémoire présenté aux comités FEWO et CHPC, écrivent : « Bien que nous ressentions de l'empathie pour la douleur des survivantes qui ont témoigné, nous pensons qu'il existe d'autres procédures de recours. Compte tenu de l'abondance des recherches pertinentes disponibles sur les expériences des athlètes canadiens, y compris la nature, la prévalence et les effets de la maltraitance, nous ne pensons pas qu'une enquête judiciaire soit nécessaire pour recommander des solutions » [TRADUCTION]. Comme le montrent les travaux de Janelle Joseph, Bahar Tajrobehkar, Gabriela Estrada et Zeana Hamdonah, nous ne disposons que de « recherches pertinentes » pour un groupe très précis de Canadiens, ce qui laisse à penser que la nécessité d'un examen à grande échelle du système sportif canadien, avec l'intersectionnalité comme principe directeur. Voir Bruce Kidd, Gretchen Kerr et Peter Donnelly, *Ensuring Full and Safe Participation by Canadian Girls and Women, Fair Athlete Representation, and Good Governance in Canadian Sport*, un mémoire présenté au Comité permanent de la condition féminine et au Comité permanent du patrimoine canadien, Chambre des communes, Parlement du Canada, 14 décembre 2022, p. 3. Pour une vision plus nuancée de la situation, voir Janelle Joseph, Bahar Tajrobehkar, Gabriela Estrada et Zeana Hamdonah, *Racialized Women in*

Sport in Canada: A Scoping Review, Journal of Physical Activity and Health, vol. 19, 2022, p. 868-880.

¹⁰² Borja García et Henk Erik Meier, *The 'Autonomy' of Developing Countries in the Olympic Movement: Assessing the Fate of Sports Governance Transplants in the Global South*, Frontiers in Sports and Active Living, 2022, vol. 4, 972717, <https://doi.org/10.3389/fspor.2022.972717>. Voir également Arnout Geraert, Michaël Mrkonjic et Jean-Loup Chappelet, *A Rationalist Perspective on the Autonomy of International Sport Governing Bodies: Towards a Pragmatic Autonomy in the Steering of Sports*, International Journal of Sport Policy and Politics, vol. 7, n° 4, 2015, p. 473-88.

¹⁰³ Janine Beckie, citée dans Canada, Parlement, Chambre des communes, Comité permanent du patrimoine canadien, *Témoignages*, 44^e législature, 1^{re} session, n° 68, 9 mars 2023.

¹⁰⁴ M. Dowling et M. Washington, *The governing of governance: Metagovernance and the creation of new organizational forms within Canadian sport*, Managing Sport and Leisure, 2017, vol. 22, n° 6, 459.

¹⁰⁵ Stephen Bell et Andrew Hindmoor, *Rethinking Governance: the Centrality of the State in Modern Society*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, p. 51.

¹⁰⁶ Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, *Global Report on Corruption in Sport 2021*, p. 214-215, https://www.unodc.org/res/safeguardingsport/grcs/22-03221_SPORTS_CORRUPTION_2021_Full_report.pdf.

¹⁰⁷ Katherine Covell, R. Brian Hall et J. C. Blokhuis, *The Challenge of Children's Rights for Canada*, Waterloo (Ontario), Wilfrid Laurier University Press, 2018, p. 146.

¹⁰⁸ Politique canadienne du sport, 2012, https://sirc.ca/wp-content/uploads/2020/01/csp2012_fr.pdf.